Madeleine Alternative Multistrategies

Prospectus

MADELEINE ALTERNATIVE MULTISTRATEGIES	OPCVM CONFORME A LA DIRECTIVE 2009/65/CE
	PROSPECTUS

CARACTERISTIQUES DETAILLEES

FORME DE L'OPCVM

Fonds Commun de Placement (FCP)

DENOMINATION

Madeleine Alternative Multistrategies (ci-après le « FCP »).

FORME JURIDIQUE ET ETAT MEMBRE DANS LEQUEL L'OPCVM A ETE CONSTITUE

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français constitué en France.

DATE DE CREATION ET DUREE D'EXISTANCE PREVUE

Ce FCP a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers le 2 août 2016. Il a été créé le 2 août 2016 pour une durée de 99 ans. Le FCP a changé de société de gestion depuis le 01 juin 2022.

SYNTHESE DE L'OFFRE DE GESTION

Parts	Valeur Liquidative d'Origine	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devises de libellé	Souscripteurs concernés	Souscription Minimale Initiale
« R-EUR »	100 EUR	FR0013182698	Capitalisation	EUR	Tous souscripteurs, plus particulièrement aux clients d'Oddo & Cie.	1000 EUR
« N-EUR »	100 EUR	FR0013465820	Capitalisation	EUR	Investisseurs institutionnels	100 000 EUR

INDICATION DU LIEU OU L'ON PEUT SE PROCURER LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER ETAT PERIODIQUE

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

AMUNDI ASSET MANAGEMENT.
91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris

Ces documents sont également disponibles sur le site www.amundi.com.

ACTEURS

SOCIETE DE GESTION

AMUNDI ASSET MANAGEMENT (ci-après la « Société de gestion »).

Société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance.

Siège social : 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris – France.

DEPOSITAIRE, CONSERVATEUR

SOCIETE GENERALE S.A

Etablissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III.

Siège social : 29, bd Haussmann - 75009 Paris – FRANCE.

Adresse postale : 75886 Paris Cedex 18 – France

Identité du Dépositaire

Le Dépositaire est Société Générale S.A., agissant par l'intermédiaire de son département « Securities Services » (le « Dépositaire »). Société Générale, dont le siège social est situé au 29, boulevard Haussmann à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») et soumis au contrôle de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »).

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels.

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la Société de gestion, le suivi des flux espèces de des OPCVM et la garde des actifs de ces OPCVM.

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de chaque OPCVM.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec Société Générale en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque Société Générale calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont Société Générale est le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - (i) Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - (ii) Mettant en œuvre au cas par cas :
 - (a) des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - (b) ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-délégués et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE dite « **Directive UCITS V** »). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre de pays et de permettre aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, le Dépositaire a désigné des sous-conservateurs dans les pays où le Dépositaire n'aurait pas directement une présence locale. Ces entités sont listées sur la page internet suivante : http://www.securitiesservices.societegenerale.com/uploads/tx_bisgnews/Global_list_of_sub_custodians_for_SGSS_2016_05.pdf

En conformité avec l'article 22 bis 2. de la Directive UCITS V, le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations. Le Dépositaire a établi une politique efficace d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts en conformité avec la réglementation nationale et internationale ainsi qu'aux standards internationaux.

La délégation des fonctions de garde du Dépositaire est susceptible d'entraîner des conflits d'intérêts. Ces derniers ont été identifiés et sont contrôlés.

La politique mise en œuvre au sein du Dépositaire consiste en un dispositif qui permet de prévenir la survenance de situations de conflits d'intérêts et d'exercer ses activités d'une façon qui garantit que le Dépositaire agit toujours au mieux des intérêts des OPCVM.

Les mesures de prévention consistent en particulier à assurer la confidentialité des informations échangées, à séparer physiquement les principales activités susceptibles d'entrer en conflit d'intérêts, à identifier et classer rémunérations et avantages monétaires et non-monétaires et à mettre en place des dispositifs et politiques en matière de cadeaux et d'événements.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

Des informations actualisées concernant les paragraphes a) et b) ci-dessus seront mises à disposition des investisseurs sur demande.

ETABLISSEMENT EN CHARGE DE LA CENTRALISATION DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT PAR DELEGATION DE LA SOCIETE DE GESTION ET ETABLISSEMENT EN CHARGE DE LA TENUE DES REGISTRES DE PARTS

SOCIETE GENERALE SA

Etablissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III.

Siège social : 29, bd Haussmann - 75009 Paris – FRANCE.

Adresse postale: 32 rue du champ de tir - 44000 Nantes - France

COMMISSAIRE AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT.

Société anonyme.

Siège social : 63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine – FRANCE.

Signataire : Benjamin MOISE.

DELEGATAIRES

AMUNDI ASSET MANAGEMENT assurera seul la gestion financière et administrative du FCP sans délégation à des tiers à l'exception de la gestion comptable. Celle-ci est déléguée à :

SOCIETE GENERALE

Etablissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III

Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris – FRANCE

Adresse postale: 32 rue du champ de tir - 44000 Nantes – France

Les prestations fournies par Société Générale à la Société de gestion consistent à lui apporter une assistance pour la gestion administrative et comptable du FCP, et plus particulièrement à effectuer le calcul de la valeur liquidative, à fournir les informations et les supports nécessaires à la réalisation des documents périodiques et des rapports annuels et à transmettre les statistiques Banque de France.

COMMERCIALISATEUR

ODDO & CIE

Siège social : 12, boulevard de la Madeleine à Paris (75009)

Adresse postale: 12, boulevard de la Madeleine - 75440 Paris Cedex 09 – France.

ETABLISSEMENT EN CHARGE DE LA TENUE DU PASSIF (DONT LA CENTRALISATION DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT) PAR DELEGATION DE LA SOCIETE DE GESTION

La tenue du passif et de la centralisation des ordres de souscription et de rachat sont déléguées par Amundi Asset Management à :

SOCIETE GENERALE

Etablissement de crédit créé le 4 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III

Siège social : 29, boulevard Haussmann – 75009 Paris – France

Adresse postale de l'établissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et de rachat : 32, rue du Champ du Tir – 44000 Nantes – France

ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS TENEURS DE MARCHÉ

Les établissements financiers responsables d'assurer la tenue de marché des parts du FCP (les "**Teneurs de Marché**") sont les suivants:

SOCIETE GENERALE

Tour Société Générale,

17 Cours Valmy,

92987 Paris-La Défense,

FRANCE.

MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

CARACTERISTIQUES GENERALES

CARACTERISTIQUES DES PARTS

Les parts sont inscrites dans un registre auprès d'un dépositaire central au nom des établissements teneurs de compte des souscripteurs pour le compte de ces derniers. Le registre du FCP est tenu par le Dépositaire.

Le registre est tenu par le Département des Titres et de la Bourse de la Société Générale.

Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur l'actif net du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la Société de gestion.

Les parts sont au porteur. Les parts sont fractionnées en millièmes de parts.

CODE ISIN

FR0013182698 – Classe R-EUR

FR0013465820 Classe N-EUR

DATE DE CLOTURE

Dernier Jour de calcul de la valeur liquidative du mois de décembre.

Première clôture : dernier Jour de calcul de la valeur liquidative du mois de décembre 2017.

INDICATIONS SUR LE REGIME FISCAL

Le FCP pourra servir de support de contrat d'assurance vie libellé en unités de compte.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les informations qui suivent ne constituent qu'un résumé général du régime fiscal applicable, en l'état actuel de la législation française, à l'investissement dans un FCP français. Les investisseurs sont donc invités à étudier leur situation particulière avec leur conseil fiscal habituel.

1. AU NIVEAU DU FCP

En France, la qualité de copropriété des FCP les place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés; ils bénéficient donc par nature d'une certaine transparence. Ainsi les revenus perçus et réalisés par le FCP dans le cadre de sa gestion ne sont pas imposables à son niveau.

A l'étranger (dans les pays d'investissement du FCP), les plus-values sur cession de valeurs mobilières étrangères réalisées et les revenus de source étrangère perçus par le FCP dans le cadre de sa gestion peuvent, le cas échéant, être soumis à une imposition (généralement sous forme de retenue à la source).

L'imposition à l'étranger peut, dans certains cas limités, être réduite ou supprimée en présence des conventions fiscales éventuellement applicables.

2. AU NIVEAU DES PORTEURS DES PARTS DU FCP

2.1 Porteurs résidents français

Les revenus perçus et les plus-values réalisées sont imposables dans les conditions de droit commun.

Les investisseurs sont invités à étudier leur situation particulière avec leur conseil fiscal habituel.

2.2 Porteurs résidents hors de France

Sous réserve des conventions fiscales applicables, les produits distribués par le FCP peuvent, le cas échéant, être soumis à un prélèvement ou une retenue à la source en France.

En vertu de l'article 244 bis C du CGI, les plus-values réalisées sur rachat/cession des parts du FCP ne sont pas imposables en France.

Les porteurs résidents hors de France seront soumis aux dispositions de la législation fiscale en vigueur dans leur pays de résidence.

2.3 Informations relatives à la loi « FATCA »

La France et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental de Modèle I (« IGA »), afin de mettre en œuvre en France la loi américaine dite « FATCA » qui vise à lutter contre l'évasion fiscale des contribuables américains détenant des avoirs financiers à l'étranger. L'expression « *contribuables américains* » désigne une personne physique qui est un citoyen ou un résident américain, une société de personnes ou une société créée aux Etats-Unis ou en vertu du droit fédéral américain ou d'un des Etats Fédérés américains, un trust si (i) un tribunal situé aux Etats-Unis avait, selon la loi, le pouvoir de rendre des ordonnances ou des jugements concernant substantiellement toutes les questions relatives à l'administration du trust et si (ii) un ou plusieurs contribuables américains jouissent d'un droit de contrôle sur toutes les décisions substantielles du trust, ou sur la succession d'un défunt qui était citoyen ou résident des Etats-Unis

Le FCP a été enregistré en tant que « *institution financière déclarante* » auprès de l'autorité fiscale américaine. A ce titre le FCP est tenu de communiquer à l'administration fiscale française, pour 2015 et les années suivantes, des renseignements concernant certaines détentions ou sommes versées à certains contribuables américains ou à des institutions financières non américaines considérées comme non participantes à FATCA, qui feront l'objet d'un échange automatique d'informations entre les autorités fiscales françaises et américaines. Les investisseurs seront tenus de certifier leur statut FATCA auprès de leur intermédiaire financier ou de la Société de gestion, selon les cas.

En conséquence de l'application par le FCP de ses obligations au titre de l'IGA tel que mis en œuvre en France, le FCP sera considéré comme étant en conformité avec FATCA et devrait être exonéré de la retenue à la source prévue par FATCA sur certains revenus ou produits de source américaine.

Il est conseillé à l'investisseur dont les parts sont détenues par l'intermédiaire d'un teneur de compte situé dans une juridiction n'ayant pas conclu un IGA de s'informer auprès de ce teneur de compte de ses intentions à l'égard de FATCA.

Par ailleurs, certains teneurs de compte peuvent devoir recueillir des informations supplémentaires de la part des investisseurs afin de se conformer à leurs obligations au titre de FATCA ou du pays du teneur de compte. En outre, l'étendue des obligations liées à FATCA ou un IGA peut varier en fonctions de la juridiction du teneur de compte. Il est donc conseillé à l'investisseur de consulter son conseiller fiscal habituel.

2.4 Informations sur l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

La Société de gestion est susceptible de recueillir et de communiquer aux autorités fiscales compétentes des éléments concernant les porteurs de parts du FCP à la seule fin de se conformer à l'article 1649 AC du Code Général des Impôts et à la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE concernant l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal.

A ce titre, les porteurs bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent en s'adressant à la Société de gestion conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, mais s'engagent également à fournir les informations nécessaires aux déclarations à la demande de la Société de gestion.

Informations en matière de durabilité

En application du règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (le « **Règlement SFDR** »), la Société de Gestion est tenue de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité (tels que définis ci-dessous) sont intégrés dans ses décisions d'investissement, ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des fonds qu'elle gère.

Les incidences des risques en matière de durabilité peuvent être nombreuses et variées en fonction d'autres risques spécifiques, d'une région et/ou d'une classe d'actifs auxquels les fonds sont exposés. En général, lorsqu'un actif est exposé à un risque en matière de durabilité, cela peut avoir un impact négatif sur sa valeur et entraîner sa perte totale, ce qui pourrait affecter négativement la valeur liquidative des fonds concernés.

L'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité doit être conduite pour chaque fonds. Des informations plus détaillées figurent dans la section « **Profil de Risque** » du Prospectus.

« **facteurs de durabilité** » signifie des questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

« **risques en matière de durabilité** » signifie un événement ou une situation dans le domaine environnemental social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Les risques en matière de durabilité peuvent soit représenter un risque en eux-mêmes, soit avoir une incidence sur d'autres risques tels que les risques de marché, les risques opérationnels, le risque de liquidité ou le risque de contrepartie, en contribuant significativement à l'exposition du fonds à ces risques. L'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement d'un fonds est complexe et peut être basée sur des données ESG difficiles à obtenir, incomplètes, estimées, obsolètes et/ou inexactes. Même lorsque ces données sont identifiées, rien ne garantit qu'elles sont correctement évaluées.

Les risques en matière de durabilité sont liés, entre autres, aux événements « climat » résultant du changement climatique (les « **Risques Physiques** ») ou à la réponse de la société face au changement climatique (les « **Risques de Transition** »), qui peuvent entraîner des pertes inattendues susceptibles d'affecter les investissements réalisés par les fonds. Les événements sociaux (par exemple les inégalités, l'inclusivité, les relations de travail, l'investissement dans le capital humain, la prévention des accidents, le changement de comportement des clients, etc.) ou le manque de gouvernance (par exemple des violations significatives et répétées des accords internationaux, les problèmes de corruption, la qualité et la sécurité des produits, les pratiques de vente, etc.) peuvent également engendrer des risques en matière de durabilité.

En mettant en œuvre une politique d'exclusion des émetteurs dont les pratiques sont considérées comme controversées d'un point de vue environnemental, social et/ou de gouvernance pour certaines de ses stratégies d'investissement, la Société de Gestion vise à atténuer les risques en matière de durabilité. En outre, lorsqu'un fonds suit une approche extra-financière (sélection, thématique, impact, etc.), les risques en matière de durabilité pourront être d'autant plus atténués. Dans les deux cas, veuillez noter qu'il n'existe aucune garantie que les risques en matière de durabilité soient totalement neutralisés. Plus d'informations sur l'intégration des risques en matière de durabilité dans les processus de prise de décision en matière d'investissement peuvent être consultées sur le site de la Société de Gestion : www.amundi.com.

Les investissements réalisés par les fonds ne prennent pas en compte les critères européens d'identification des activités économiques durables sur le plan environnemental, déterminés par le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (tel que modifié).

REGLEMENT TAXONOMIE

Le règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (le « **Règlement Taxonomie** ») fixe les critères permettant de déterminer si une activité économique est durable sur le plan environnemental à l'échelle de l'Union Européenne.

Selon le Règlement Taxonomie, une activité est considérée comme durable sur le plan environnemental si elle contribue substantiellement à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux fixés par le Règlement Taxonomie (atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention et réduction de la pollution, et protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes).

De plus, pour être considérée comme durable, cette activité économique doit respecter le principe de « ne pas causer de préjudice important » à aucun des objectifs environnementaux tels que définis par le Règlement Taxonomie et doit également respecter certaines garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement Taxonomie tel que l'alignement sur les principes directeurs de l'OCDE et des Nations Unies.

Conformément à l'article 7 du Règlement Taxonomie, la société de gestion attire l'attention des investisseurs sur le fait que les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

OPCVM D'OPCVM :

Au-delà de 20% de l'actif net.

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de gestion du FCP est d'obtenir une performance annuelle supérieure à 3% sur la période d'investissement recommandée, en investissant principalement dans des parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (« OPCVM ») sélectionnés de façon dynamique et discrétionnaire. La Société de gestion ne garantit pas que le FCP atteindra son objectif de gestion. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le capital investi dans le FCP n'est pas garanti.

INDICATEUR DE REFERENCE

Compte tenu de l'objectif de gestion du FCP, il n'existe aucun indicateur de référence pertinent pour le FCP.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

1. PROCESSUS D'INVESTISSEMENT

Le processus d'investissement du FCP repose sur une combinaison de recherche « Top-Down » basée sur l'analyse des cycles conjoncturels (les gérants définissant sur un horizon de 6 à 12 mois l'allocation par stratégie de gestion alternative et par zone géographique en fonction de leurs anticipations des opportunités futures), ainsi qu'une recherche « Bottom-Up » visant à identifier les gestionnaires les mieux positionnés pour performer dans l'environnement actuel. La liste indicative et non exhaustive de ces différentes stratégies auxquelles le FCP pourra être exposé est énoncée ci-dessous.

2. STRATEGIE UTILISEE

Stratégies alternatives mises en œuvre dans les OPCVM sous-jacents

La gestion alternative est une définition générique qui regroupe les techniques de gestion non traditionnelles.

Les stratégies de gestion alternative ont un objectif commun : la recherche d'une performance dont les facteurs de risques sont différents des facteurs de risques des principaux marchés (devises, obligations, actions et matières premières).

Pour cela, elles visent, pour la plupart d'entre elles, à réaliser des arbitrages, tirer avantage d'inefficiences ou d'imperfections de marchés, en prenant, par exemple, simultanément des positions à la hausse sur certains actifs et à la baisse sur d'autres actifs, et ce, sur la base d'analyses fondamentales, techniques ou statistiques.

Une particularité importante de la gestion alternative est sa flexibilité dans la mise en œuvre des objectifs de gestion.

Les gestionnaires des OPCVM sous-jacents sont libres d'utiliser des contrats financiers, notamment afin de s'exposer à la baisse sur certains actifs et pour mettre en place des mécanismes de surexposition par l'usage d'instruments financiers à terme. Ils peuvent également choisir de conserver une position nette directionnelle sur un marché ou un secteur ou, au contraire, décider d'adopter une approche neutre en immunisant tout ou partie de leur portefeuille contre les fluctuations de marché.

Parmi les différentes stratégies de gestion alternative mises en œuvre dans les OPCVM sous-jacents, on distingue principalement les stratégies suivantes, pouvant porter sur diverses zones géographiques:

- « *Convertible Bond Arbitrage* » : l'arbitrage de convertibles consiste à acheter l'obligation convertible en action d'une société tout en vendant à découvert l'action de cette même société, de façon à neutraliser le risque sur l'action (arbitrage en « *delta neutre* »).
- Les fonds directionnels de type « *CTA & Global Macro* » : ces fonds prennent des positions acheteuses ou vendeuses à partir d'une analyse des tendances des marchés.
- « *Event Driven* » : il s'agit d'identifier et d'exploiter des situations particulières dans la vie des entreprises. L'identification des opportunités d'investissements liées à ces situations peut faire appel à des modèles complexes d'évaluation des titres, d'arbitrage ou d'analyse des probabilités de survenance d'événements. La catégorie « *Event Driven* » regroupe trois types de fonds :
 - o les fonds d'arbitrage de fusions/acquisitions. Les gérants essaient d'exploiter les situations spéciales en valorisant les décotes dans le cadre d'OPA ou d'OPE, de rachats de minoritaires, de décote de holding ;
 - o Les fonds d'arbitrage dans les situations financières difficiles. Les gérants exploitent les inefficiences et les contraintes des investisseurs traditionnels sur le marché des titres des entreprises en situation financière difficile (« *distressed securities* ») ;
 - o Les fonds « événementiels multi-stratégies » sont des fonds hybrides qui peuvent investir à la fois dans l'arbitrage de fusions/acquisitions et de titres de sociétés en situation financière difficile.
- « *Long Short Equity* » : cette stratégie consiste à prendre des positions acheteuses (« long ») sur des titres susceptibles de s'apprécier et vendeuses (« short ») via l'utilisation de contrats financiers sur des titres susceptibles de se déprécier.
- « *Equity Market Neutral* » : il s'agit de stratégies de même type que celles mises en œuvre dans les fonds « *Long Short Equity* » mais dont l'équilibre entre les positions acheteuses et vendeuses d'actions, via l'utilisation de contrats financiers, permet d'obtenir une neutralité vis-à-vis des variations de l'indice boursier de référence.
- « *Fixed Income Arbitrage* » : stratégie visant à tirer profit des mouvements et des déformations de la courbe des taux.
- « *Long Short Credit* » : stratégie visant à tirer partie des inefficiences de marché dans la valorisation relative des titres de créances (d'un même émetteur ou de même qualité de crédit).
- « *Volatility Arbitrage* » : les stratégies de Volatility Arbitrage sont des stratégies visant à profiter d'opportunités d'arbitrage entre volatilité indices, titres, secteurs, zone géographique, maturité ...

La Société de gestion se réserve le droit d'investir dans d'autres stratégies de gestion alternative si nécessaire afin d'atteindre l'objectif de gestion du FCP.

Au sein d'une même stratégie de gestion alternative, les gérants sélectionnent de façon discrétionnaire les OPCVM sous-jacents auxquels sera exposé le FCP, en se basant sur les différents critères suivants :

- Qualité intrinsèque du gérant de l'OPCVM sous-jacent: qualité de la performance de l'OPCVM et compétences de l'équipe de gestion ;
- Diversification en termes d'instruments financiers, de style de gestion et de zones géographiques ;
- Corrélation de l'OPCVM sous-jacent avec les autres OPCVM de la même stratégie de gestion alternative.

La prise de risque souhaitable pour l'investisseur dépend naturellement des configurations de marché et des perspectives de rendement sur les différentes classes d'actifs.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la proportion des divers actifs dans le FCP est susceptible d'évoluer très significativement en fonction de leurs cycles de sur-évaluation / sous-évaluation.

Le FCP alloue ses actifs, de façon discrétionnaire et dynamique. L'exposition aux diverses classes d'actifs (taux, actions, ...), en transparence des OPCVM sous-jacents, peut varier entre 0 et 100% de l'actif net du FCP. Le FCP n'utilise pas de levier. En particulier, il n'est pas prévu de mécanisme de surexposition par l'usage d'instrument financier à terme.

Dans le cas présent, le gérant a l'intention d'utiliser principalement les actifs suivants :

3. ACTIFS DE BILAN (HORS DERIVES INTEGRES)

Le FCP pourra investir, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, dans des parts d'OPCVM conformes à la Directive 2009/65/CE (« **Directive OPCVM** »), gérés par Amundi Asset Management ou ses filiales (ci-après les « **Fonds Amundi** ») ainsi que par des sociétés de gestion tierces, et ce jusqu'à 100% en cumul de l'actif net du FCP.

Le FCP n'aura pas de recours à des contrats d'échange sur rendement global (Total Return Swap ou TRS).

4. ACTIFS DE HORS BILAN (INSTRUMENTS DERIVES)

Le FCP aura recours à des contrats de change à terme dont les caractéristiques sont définies ci-dessous :

Nature des marchés d'intervention :

- réglementés ;
- organisés ;
- de gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir (soit directement, soit par l'utilisation d'indices) :

- actions ;
- taux ;
- change ;
- crédit ;
- inflation ;

Nature des interventions (l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion) :

- couverture ;
- exposition ;
- arbitrage ;

Nature des instruments utilisés :

- futures ;
- options (dont caps et floors) ;
- swaps ;
- change à terme ;

L'utilisation des instruments financiers à terme permettra à la Société de gestion de couvrir le portefeuille contre les risques liés aux marchés de change et devises.

Le FCP ne conclura pas de contrats d'échange sur rendement global.

Le FCP aura recours à des instruments dérivés, notamment des index-linked swaps négociés de gré à gré échangeant la valeur des actifs du FCP contre la valeur de l'Indicateur de Référence (conformément à la description faite au paragraphe 1 ci-dessus de la présente section).

Dans le cadre d'une optimisation future de la gestion du FCP, le gérant se réserve la possibilité d'utiliser d'autres instruments dans la limite de la réglementation afin d'atteindre son objectif de gestion, comme par exemple des instruments financiers à terme autres que les index-linked swaps.

Toute contrepartie retenue par le Compartiment en qualité de contrepartie à un contrat portant sur des instruments financiers à termes devra être une institution financière de premier ordre agréé pour la négociation pour compte propre.

La contrepartie des instruments financiers à terme ne disposera pas d'un pouvoir discrétionnaire sur la composition du portefeuille d'investissement du FCP, ni sur les actifs sous-jacents des instruments financiers à terme dans la limite et les conditions prévues par la réglementation.

- Proportion maximale d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet de contrats d'échange sur rendement global (« *Total Return Swap ou TRS* ») : 100% des actifs sous gestion.

- Proportion attendue d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet de contrats d'échange sur rendement global (« *Total Return Swap ou TRS* ») : jusqu'à 100% des actifs sous gestion.

Lorsque Crédit Agricole intervient en tant que contrepartie aux instruments financiers à terme, des situations de conflits d'intérêt peuvent survenir entre la Société de gestion et le Crédit Agricole, ces situations sont encadrées par la politique de gestion des conflits d'intérêts de la Société de gestion.

En cas de défaillance d'une contrepartie à un contrat d'échange sur rendement global (TRS) ou de résiliation anticipée dudit contrat, le Fonds pourra être exposé à la performance de ses actifs de bilan jusqu'à la conclusion, le cas échéant, d'un nouveau contrat d'échange sur rendement global avec une autre contrepartie. Dans ce contexte, le FCP pourra subir des pertes et/ou supporter des frais/coûts et sa capacité à atteindre son objectif de gestion pourra également être impactée négativement. Lorsque le FCP conclut plusieurs contrats d'échange sur rendement global avec une ou plusieurs contreparties, les risques mentionnés ci-dessus s'appliquent à la portion des actifs engagés au titre du contrat résilié et/ou dont la contrepartie est défaillante.

Politique de sélection des contreparties

La Société de gestion met en œuvre une politique de sélection d'intermédiaires et de contreparties financières notamment lorsqu'elle conclut des contrats financiers (IFT et opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres) pour le compte du FCP. La sélection des contreparties des contrats financiers et des intermédiaires financiers s'opère de façon rigoureuse parmi les contreparties et intermédiaires réputés de la place sur la base de plusieurs critères.

La fonction permanente de gestion des risques analyse notamment la qualité de crédit de ces contreparties et prend également en considération différents critères pour définir l'univers initial des contreparties autorisées :

- des critères qualitatifs qui reposent sur le rating Standard and Poors LT ;
- des critères quantitatifs basés sur le spread CDS LT (critères absolus, de volatilité et de comparaison à un groupe de référence ...).

Toute nouvelle contrepartie doit ensuite être validée par le comité de contreparties composé des responsables de la Gestion, du Middle-Office, du RCCI et du responsable de la fonction permanente de gestion des risques. Dès lors qu'une contrepartie ne répond plus à un des critères, le comité contrepartie est réuni afin de statuer sur les mesures à prendre.

En complément de ce qui précède, la Société de gestion applique sa politique meilleure exécution. Pour plus d'informations concernant cette politique et notamment sur l'importance relative des différents critères d'exécution par classe d'actif, veuillez consulter notre site internet : www.amundi.com.

5. TITRES INTEGRANT DES DERIVES

Néant.

6. DEPOTS

Le FCP pourra avoir recours, dans la limite de 20 % de son actif net, à des dépôts avec des établissements de crédit en vue d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

7. EMPRUNTS D'ESPECES

Le FCP pourra avoir recours temporairement, et, dans la limite de 10 % de son actif net, à des emprunts, notamment en vue d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

8. OPERATIONS D'ACQUISITION ET CESSION TEMPORAIRES DE TITRES

Le FCP ne conclura pas d'opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres.

PROFIL DE RISQUE

Le FCP sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de gestion.

Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le porteur s'expose au travers du FCP principalement aux risques suivants :

- Risque de perte en capital** : Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.
- Risques liés à la nature du Fonds** : L'actif du FCP est exposé à des stratégies de gestion alternative. Chaque stratégie de gestion alternative induit certains risques spécifiques, liés par exemple à la valorisation des positions de marché prises par le gérant ou encore à leur faible liquidité. Ces risques peuvent dans des circonstances exceptionnelles se traduire par une baisse de la valeur des actifs gérés.
- Risque lié à la gestion discrétionnaire et aux stratégies mises en place dans les fonds sous-jacents** : Il existe un risque que le FCP ne soit pas à tout moment investi dans les actifs les plus performants et par conséquent que l'objectif de gestion ne soit pas atteint. Les investissements effectués par le FCP visent à générer de la performance en faisant des prévisions sur l'évolution de certains marchés par rapport à d'autres à travers des stratégies directionnelles et d'arbitrage. Ces anticipations peuvent être erronées et mener à une contre-performance.
- Risque de liquidité** : Une partie des actifs du FCP peut être investie dans des OPCVM sous-jacents ayant des termes de liquidité différents de ceux du FCP, entraînant un délai entre la date de passation des ordres et la date d'exécution qui pourra être important. Durant ce délai, la valeur des instruments peut baisser de façon significative ce qui pourra entraîner une baisse de la valeur du FCP.
- Risque de change** : Le FCP pourra être investi dans des OPCVM pouvant être libellés dans des devises qui ne sont pas dans la devise de référence du FCP. La variation de ces devises par rapports à la devise de référence du FCP pourra impacter négativement la valeur liquidative de celui-ci. La couverture éventuelle de ce risque de change peut se révéler imparfaite.
- Risque de marché** : La valeur liquidative est soumise à l'évolution des marchés et aux risques inhérents à tout investissement.
- Risque de volatilité** : Les actifs auxquels le FCP s'expose peuvent souffrir des mouvements significatifs de la volatilité de marché.
- Risque de concentration** : Les actifs de bilan du FCP pourraient être concentrés sur un nombre limité de stratégies de gestion, de fonds et de sociétés d'investissement, ce qui peut entraîner une volatilité plus forte que celle d'un portefeuille plus diversifié.

- (ix) **Risques liés à l'inflation** : Le porteur s'expose au travers du FCP au risque d'érosion monétaire car la performance du Fonds n'est pas liée au taux de l'inflation.
- (x) **Risque actions** : La variation du cours des actions peut entraîner la baisse de la valeur liquidative du FCP quand celui-ci est exposé à ce risque au travers de ses investissements. Ce risque est plus important quand le FCP est exposé aux actions de petites capitalisations ou lorsqu'il utilise du levier (y compris indirectement, soit lorsque ses actifs sous-jacents utilisent eux-mêmes du levier).
- (xi) **Risque de taux** : Le risque de taux est induit par les variations non anticipées des taux nominaux ou des taux réels. Le FCP pourra être exposé au risque de taux aux travers de ses investissements. En cas d'évolution des taux d'intérêt, la valeur de ces derniers pourra baisser, ce qui pourra avoir un impact négatif sur la valeur liquidative du FCP.
- (xii) **Risque crédit** : Le FCP pourra être exposé aux notations de crédit des émetteurs souverains ou privés, ou à la qualité intrinsèque de ces émetteurs en matière de crédit. Les notations de crédit correspondent au risque de dégradation de la situation financière et/ou de la qualité crédit de l'émetteur privé ou souverain. En cas de dégradation ou d'anticipation de dégradation de l'émetteur, la valeur des obligations émises par ce dernier ou de tout autre instrument de crédit lié à cet émetteur peut baisser. Le risque extrême étant le défaut de l'émetteur c'est-à-dire le retard ou le non remboursement des intérêts ou du capital. En conclusion une évolution de la notation des émetteurs ou de leur qualité intrinsèque pourra entraîner un mouvement défavorable des actifs sous-jacents correspondants et pourra donc d'entraîner potentiellement une baisse de la valeur du FCP.
- (xiii) **Risque lié aux marchés émergents** : Le FCP pourra être exposé aux marchés émergents par l'intermédiaire de ses investissements. Une évolution dans la valeur de ces derniers est donc susceptible d'entraîner une baisse de la valeur du FCP. L'évolution des marchés émergents est liée entre autres facteurs à des changements politiques ou macro-économiques, il existe un risque que cette évolution ne soit pas anticipés correctement et que ces investissements amène à une contre-performance.
- (xiv) **Risque lié aux matières premières** : Le FCP pourra être exposé aux matières premières par l'intermédiaire de ses investissements. Une évolution dans la valeur de ces derniers est donc susceptible d'entraîner une baisse de la valeur du FCP. L'évolution des cours matières premières est liée entre autres facteurs à des changements politiques ou macro-économiques, ainsi qu'à l'évolution de la météorologie ou de l'offre et la demande de ces matières premières. Il existe ainsi le risque que ces changements ou évolutions ne soient pas anticipés correctement et que ces investissements amènent à une contre-performance.
- (xv) **Risque lié au recours à des contrats financiers (i.e. instruments dérivés)** : Dans un objectif de couverture, le Fonds peut avoir recours à des Contrats Financiers, en particulier des contrats à terme de gré à gré (forwards), des contrats d'échange (swaps). L'investissement dans des Contrats Financiers peut comporter un niveau de risque élevé. Le montant requis pour initier une position en Contrats Financiers est très inférieur à l'exposition obtenue via ces contrats, ce qui implique un « effet de levier » au niveau de chaque transaction. Un mouvement de marché relativement limité aura en proportion un impact potentiellement très élevé, cet impact pouvant s'avérer favorable ou défavorable au FCP.
La valeur de marché des Contrats Financiers est très volatile et peut donc subir des variations importantes. En cas d'évolution des marchés contraire aux anticipations prises via des Contrats Financiers, le FCP pourra subir des pertes supérieures à celles qu'il aurait subies s'il n'avait pas eu recours à des Contrats Financiers. Les opérations de gré à gré peuvent s'avérer moins liquides que des opérations traitées sur des marchés organisés, où les volumes échangés sont généralement plus élevés, et leurs prix peuvent être plus volatils. Certains ordres sur des Contrats Financiers listés peuvent ne pas être exécutés en raison de limites de marché sur les fluctuations de prix quotidiennes ou sur les volumes quotidiens échangés, rendant impossible la réalisation de leur objectif de couverture ou d'exposition du FCP.
- (xvi) **Risque de contrepartie** : Le FCP est exposé au risque de contrepartie résultant de son recours à des Contrats Financiers de gré à gré ou à des techniques de gestion efficace de portefeuille, négociés avec Crédit Agricole ou toute autre contrepartie. Il est exposé au risque de faillite, de défaut de paiement ou de tout autre type de défaut de toute contrepartie avec laquelle il aura conclu un contrat ou une transaction. En cas de défaillance de la contrepartie, le Contrat Financier pourra être résilié par anticipation et le FCP devra, le cas échéant, conclure un autre contrat avec une contrepartie tierce, aux conditions de marché qui prévaudront lors de la survenance de cet événement. La réalisation de ce risque pourra notamment occasionner des pertes pour le FCP et avoir des impacts sur la capacité du FCP à atteindre son objectif de gestion.
Conformément à la réglementation UCITS, le risque de contrepartie ne peut excéder 10% de la valeur totale des actifs du FCP par contrepartie. Lorsque Crédit Agricole intervient en tant que contrepartie d'un Contrat Financier, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de gestion du FCP et la contrepartie. La Société de gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.
- (xvii) **Risque de conflits d'intérêts** : Un choix de contrepartie, orienté par d'autres motifs que le seul intérêt du fonds et/ou un traitement inégal dans la gestion de portefeuilles équivalents pourraient constituer les principales sources de conflits d'intérêts. Lorsque Crédit Agricole intervient en tant que contrepartie de l'IFT et/ou au titre de toutes opérations de cessions temporaires de titres, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de Gestion du FCP et la contrepartie. La Société de Gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.
- (xviii) **Risque opérationnel** : Le FCP pourrait supporter des risques de pertes directes ou indirectes suite à des défaillances opérationnelles liées à la conclusion de tout contrat d'échange sur rendement global (Total Return Swap ou TRS) et/ou d'opérations de financement sur titres, tel que mentionné par le règlement (UE) 2015/2365.
- (xix) **Risque juridique** : Le FCP pourrait supporter un risque juridique lié à la conclusion de tout contrat d'échange sur rendement global (Total return Swap ou TRS) tel que mentionné par le règlement (UE) 2015/2365.
- (xx) **Risques en matière de durabilité** : Le FCP ne prend pas en compte de facteurs de durabilité dans le processus de prise de décisions d'investissement, mais reste exposé aux risques en matière de durabilité. La survenance de tels risques pourrait avoir un impact négatif sur la valeur des investissements réalisés par le FCP. Des informations supplémentaires sont disponibles dans la section « Informations en matière de durabilité » du Prospectus.

SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

La part « **R-EUR** » est ouverte à tous les souscripteurs, destinés plus particulièrement aux clients d'Oddo & Cie.

La part « **N-EUR** » est ouverte plus particulièrement aux Investisseurs institutionnels.

La prise de risque souhaitable pour un tel investisseur dépend naturellement des configurations de marché et des perspectives de rendement sur les différentes classes d'actifs. L'attention de l'investisseur est donc attirée sur le fait que la proportion des divers actifs dans le FCP est susceptible d'évoluer très significativement en fonction de leurs cycles de sur-évaluation / sous-évaluation.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle de chaque investisseur. Pour le déterminer, l'investisseur devra tenir compte de sa richesse et/ou patrimoine personnel, de ses besoins d'argent actuels et à trois ans, mais également de ses souhaits de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce FCP.

Tout investisseur est donc invité à étudier sa situation particulière avec son conseiller en gestion de patrimoine habituel.
La durée minimale de placement recommandée est supérieure à 3 ans.

Les *U.S. Persons* (telles que définies ci-après - voir INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL) pourront investir sous certaines conditions dans le FCP.

MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Capitalisation de l'ensemble des sommes distribuables.

FREQUENCE DE DISTRIBUTION

L'objectif de gestion du FCP ne prévoit pas de distribution.

La Société de gestion se réserve toutefois la possibilité de distribuer annuellement tout ou partie des revenus et/ou de les capitaliser. Comptabilisation selon la méthode des coupons encaissés.

CARACTERISTIQUES DES PARTS

Les souscriptions sont effectuées en montant.

Les rachats sont effectués en nombre de parts.

Les parts sont fractionnées en millièmes. Les montants minimums de souscriptions sont définis dans le tableau ci-dessous.

Catégorie	Souscription minimale initiale
PARTS de catégorie « R-EUR »	1000 EUR
PARTS de catégorie « N-EUR »	100 000 EUR

MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT

Conditions de souscription et de rachat

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

J ouvré	J ouvré	J : jour d'établissement de la VL	J+1 ouvré	J+3 ouvrés au plus tard	J+3 ouvrés au plus tard
Centralisation avant 10h00 des ordres de souscription ¹	Centralisation avant 10h00 des ordres de rachat ¹	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

Les souscriptions sur la Valeur Liquidative d'Origine seront collectées et centralisées par le Département des Titres et de la Bourse de la Société Générale au plus tard à 10h00 (heure de Paris) et seront exécutées sur la base de Valeur Liquidative d'Origine (EUR 100).

Les autres demandes de souscriptions et de rachat sont collectées et centralisées au Département des Titres et de la Bourse de la Société Générale au plus tard à 10h00 (heure de Paris) chaque mardi (ou, si ce jour n'est pas un Jour Ouvré tel que défini ci-dessous, le Jour Ouvré suivant) pour être exécutées sur la base de la valeur liquidative du même jour (ci-après la « **Date de Valeur Liquidative** »). La valeur liquidative est publiée dans un délai de 2 Jours Ouvrés suivant la Date de Valeur Liquidative sur la base de la composition des actifs du FCP arrêtée à la Date de Valeur Liquidative correspondante.

Les demandes reçues après cette date limite seront exécutées sur la base de la Date de Valeur Liquidative suivante.

Le règlement des souscriptions aura lieu dans un délai de 3 Jours Ouvrés suivant la Date de Valeur Liquidative

La livraison des parts suite à la souscription aura lieu dans un délai de 3 Jours Ouvrés suivant la Date de Valeur Liquidative.

Le règlement des rachats et la livraison des parts auront lieu dans un délai de 3 Jours Ouvrés suivant la Date de Valeur Liquidative.

Un Jour Ouvré est défini comme un jour qui n'est pas un jour férié au sens du Code du travail français ou qui n'appartient pas au calendrier de fermeture de la Bourse de Paris.

Organisme désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats

L'adresse du département des titres et de la bourse de la SOCIETE GENERALE est la suivante :

SOCIETE GENERALE

32 rue du Champ de Tir

BP 81236

44 312 Nantes CEDEX 3

Téléphone : + 33 2 51 85 57 09

Fax : + 33 2 51 85 58 71

Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative

La Date de valeur liquidative est définie ci-dessus, dans la section relative aux Modalités de souscription et de rachat.

La valeur liquidative est calculée et publiée dans un délai de 2 Jours Ouvrés suivant la Date de la Valeur Liquidative.

Elle est disponible auprès de la Société de gestion, sur simple demande.

Un Jour Ouvré est défini comme un jour qui n'est pas un jour férié au sens du Code du travail français ou qui n'appartient pas au calendrier de fermeture de la Bourse de Paris.

Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative

Siège social de la Société de gestion:
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris - FRANCE.

FRAIS ET COMMISSIONS

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la Société de gestion et/ou au commercialisateur.

Classe « R-EUR »

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats (porteurs de parts de la catégorie « R-EUR »)	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	5% TTC par an maximum
Commission de souscription acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	5% TTC par an maximum
Commission de rachat acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant

Classe « N-EUR »

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats (porteurs de parts de la catégorie « N-EUR »)	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de souscription acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au FCP	Valeur liquidative × nombre de parts	Néant

Cas d'exonération :

Crédit Agricole et ses filiales, les OPCVM sous-jacents gérés par Amundi Asset Management ou ses filiales ainsi que les fonds nourriciers du FCP sont exonérés de commissions de souscription et de rachat directes.

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la Société de gestion. Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la Société de gestion dès lors que le FCP a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FCP ;
- des commissions de mouvement facturées au FCP ;
- des commissions de distribution rémunérant le Commercialisateur et facturées au FCP ;

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés au FCP, se reporter à la rubrique Frais du Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI) suite à sa mise à jour annuelle.

Classe « R-EUR »

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière	Actif net	0,40% TTC par an maximum
Commission de distribution versées au commercialisateur	Actif net	0,50% TTC par an maximum
Frais administratifs externes à la Société de gestion (Cac, dépositaire, avocats...) ⁽²⁾	Actif net	0.25% TTC par an maximum

Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	3% TTC par an maximum
Commission de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Jusqu'à 0.05% du montant des ordres de souscriptions et rachats.
Commission de surperformance	Actif net	5% de la surperformance au-dessus d'un taux de rendement minimal de 3% (sur base annuelle, ramenée à la période de référence de la performance considérée)

⁽¹⁾ ce minimum n'est pas applicable dans les 180 jours ouvrés suivant la date de création du FCP

⁽²⁾ hors frais de transaction, de surperformance, de distribution et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement.

Classe « N-EUR »

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière	Actif net	0,40% TTC par an maximum,
Commissions de distribution versées au commercialisateur	Actif net	Néant
Frais administratifs externes à la Société de gestion (Cac, dépositaire, avocats) ⁽¹⁾	Actif net	0.25% TTC par an maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	3% TTC par an maximum
Commission de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Jusqu'à 0.05% du montant des ordres de souscriptions et rachats.
Commission de surperformance	Actif net	5% de la surperformance au-dessus d'un taux de rendement minimal de 3% (sur base annuelle, ramenée à la période de référence de la performance considérée)

⁽¹⁾ hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement.

Période de cristallisation de la commission de surperformance :

La période de cristallisation, à savoir la fréquence à laquelle la Commission de surperformance provisionnée le cas échéant, doit être payée à la Société de gestion est de douze mois et coïncidera avec la date de clôture du FCP. Ces éventuelles Commission de surperformance seront prélevées à chaque début d'année civile.

Période de référence de la performance :

La période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée au taux de rendement minimal de 3% mentionné ci-dessus.

Calcul des frais de gestion variables (Commission de surperformance)

La Commission de surperformance est basée sur la comparaison entre la performance du FCP et le taux de rendement minimal fixé à +3%/an.

La Commission de surperformance est calculée et prélevée par la Société de gestion selon les modalités suivantes :

La Commission de surperformance est égal à 5% de l'écart constaté le dernier jour ouvré de chaque année calendaire (date de cristallisation) entre la performance du FCP et le taux de rendement minimal à condition que la performance du FCP soit en conformité avec le principe du high water mark décrit ci-dessous.

Principe du High Water Mark : Toute sous-performance par rapport au taux de rendement minimal réalisée depuis le lancement du FCP doit être compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles. La Commission de surperformance n'est donc définitivement perçue que si la performance du FCP à la date de cristallisation considérée est supérieure au taux de rendement minimal (sur une base prorata temporis) depuis le dernier prélèvement de la Commission de surperformance (période de référence de la performance), comme précisé ci-après.

La Commission de surperformance du FCP est calculée selon le principe suivant :

- si à la date de cristallisation considérée, l'écart entre la performance du FCP et le taux de rendement minimal (sur une base prorata temporis), calculé depuis la dernière date de cristallisation à laquelle une commission de surperformance a été prélevée est positif, une commission de surperformance sera versée à la Société de Gestion et représentera 5% de cet écart.
- si à la date de cristallisation considérée, l'écart entre la performance du FCP et le taux de rendement minimal (sur une base prorata temporis), calculé depuis la dernière date de cristallisation à laquelle une commission de surperformance a été prélevée est négatif, aucune commission de surperformance ne sera prélevée.

Le calcul de la commission de surperformance s'effectue sur la base du montant de l'actif net sur lequel la performance a été réalisée ainsi que des souscriptions et des rachats effectués sur le FCP.

Pendant la période de référence de la performance, une provision pour Commission de surperformance sera calculée lors de l'établissement de la valeur liquidative en cas de surperformance du FCP par rapport au taux de rendement minimal. Dans le cas d'un rachat, la quote-part de la provision pour Commission de surperformance sera cristallisée et restera en conséquence acquise à la Société de gestion.

Exemple de calcul de la Commission de surperformance

	Au lancement	31/12 (Y1)	31/12 (Y2)	31/12 (Y3)
Taux de rendement minimal		3%	3%	3%
Performance du FCP (avant commission de surperformance)		2%	5%	10%
HWM* (Y-1) ajusté du taux de rendement minimal		103	106.09	110.261
Valeur liquidative du FCP (Y) (avant commission de surperformance)		102.00	107.1	117.755
Ecart de performance		-1	1.01	7.494
Commission de surperformance		0.00	0.050	0.374
Valeur liquidative du FCP (Y) Nette de la Commission de surperformance	100	102.00	107.05	117.381
HWM (Y)*	100	103	107.05	117.381

Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel du FCP.

INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Diffusion des informations concernant le FCP

La diffusion de ce prospectus, tel que modifié, (le « **Prospectus** ») et l'offre ou l'achat des parts du FCP, pourront être interdits ou restreints dans certaines juridictions. Les personnes qui reçoivent ce Prospectus et/ou plus généralement tout document ou toute information relatif(ve) au FCP devront respecter toutes les restrictions applicables dans leur juridiction et s'y conformer en conséquence. L'offre, la cession ou l'achat des parts du FCP, ou la diffusion ou la détention du Prospectus, de tout document et/ou de toute information relatif(ve) au FCP, doit être effectué(e) en conformité avec la loi et la réglementation en vigueur dans toutes les juridictions dans lesquelles une offre, une cession ou un achat des parts du FCP est réalisé(e), ou dans lesquelles le Prospectus, tout document, et/ou toute information relatif(ve) au FCP est diffusé(e) ou détenu(e), incluant notamment l'obtention d'un agrément ou d'une autorisation requis(e) par la loi, la réglementation ou toute autre formalité applicable, et le paiement de toute taxe exigible dans les juridictions concernées.

Aucune personne n'a été autorisée à fournir des informations sur l'offre ou l'achat des parts du FCP qui soient différentes de celles contenues dans le Prospectus. Si de telles informations ont été fournies, la Société de gestion du FCP ne devra pas en tenir compte. Vous devez vous assurer que le Prospectus que vous avez reçu n'a pas été remplacé par une version plus récente. La remise de ce Prospectus et la distribution des parts du FCP selon les modalités qui suivent ne signifient pas qu'il n'y ait eu aucune modification dans les caractéristiques du FCP depuis la date de publication de ce Prospectus.

Les souscripteurs potentiels de parts du FCP doivent s'informer des exigences légales applicables à cette demande de souscription, et de prendre des renseignements sur la réglementation du contrôle des changes, et le régime fiscal respectivement applicables dans le pays dont ils sont ressortissants ou résidents, ou dans lequel ils ont leur domicile.

Aucune autre personne que celles citées dans ce prospectus n'est autorisée à fournir des informations sur le FCP.

Les différentes classes de parts du FCP sont admises aux opérations de Euroclear France S.A.

Les ordres de souscriptions et de rachats sont envoyés par les intermédiaires financiers (membres de Euroclear France S.A.) des investisseurs, et sont reçus et centralisés au Département des Titres et de la Bourse de la Société Générale.

Les documents sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de la Société de gestion ou peuvent être consultés sur le site internet :

Société de gestion financière
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris
www.amundi.com

Date de publication du prospectus : 22 juillet 2022.

Le site de l'AMF (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Conformément à l'article L. 533-22-1 du Code monétaire et financier, vous pouvez trouver les modalités de prise en compte ou non des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance sur le site internet de la Société de gestion ainsi que dans le rapport annuel du FCP.

La « *politique de vote* » concernant les titres détenus par le FCP mise en œuvre par la Société de gestion ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles ces droits de vote ont été exercés sont consultables sur le site internet de la Société de gestion à l'adresse : www.amundi.com.

Les investisseurs pourront interroger la Société de gestion sur le détail de l'exercice des droits de vote sur chaque résolution présentée à l'assemblée générale d'un émetteur donné dès lors que la quotité des titres détenus par les fonds gérés par la Société de gestion auront atteint le seuil de détention fixé dans sa politique de vote.

Toute absence de réponse de la part de la Société de gestion pourra être interprétée, à l'issue d'un délai d'un mois, comme indiquant qu'elle a voté conformément aux principes posés dans sa politique de vote.

Avertissement relatif à la réglementation américaine applicable au FCP

Ce Prospectus, pris conjointement avec toute autre document et/ou information relatif(ve) au FCP, ne constitue ni une offre ni une sollicitation de céder des parts du FCP (i) dans tout Etat dans lequel une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou (ii) à toute personne à laquelle il serait illégal de formuler cette offre ou cette sollicitation.

Toute personne qui reçoit, dans sa juridiction, une copie de ce Prospectus ne saurait la considérer comme une invitation ou une offre, à moins que dans la juridiction concernée une telle invitation ou une telle offre soit possible, c'est-à-dire sans exigence juridique particulière, telle que des obligations d'enregistrement. Celui qui souhaite acquérir des droits ou souscrire ou racheter des parts du FCP selon les modalités décrites dans le Prospectus devra respecter la loi en vigueur dans sa juridiction, incluant notamment l'obtention d'accords gouvernementaux ou de toute autre entité ou toute autre formalité, et le paiement de toute taxe exigible dans certaines juridictions.

Les parts du FCP n'ont pas été et ne seront pas soumises aux conditions d'enregistrement du *Securities Act* de 1933 des Etats-Unis d'Amérique (tel que modifié) (le « *U.S. Securities Act* ») ou aux conditions d'enregistrement des « *securities laws* » de chacun des Etats des Etats-Unis d'Amérique. Les parts du FCP ne pourront pas être offertes ou cédées, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, sur ses territoires ou ses possessions, à un de ses Etats ou au District de Columbia (les « Etats-Unis »). Les parts du FCP ne pourront pas non plus être offertes ou cédées à une « *U.S. Person* » (telle que définie ci-après), ou pour son compte, sauf à un nombre limité de U.S. Persons, et ce conformément à une exemption du U.S. Securities Act et à toutes autres lois des Etats fédérés applicables. Toute personne qui souhaite acquérir des parts du FCP devra déclarer si elle est ou non une U.S. Person au sens de la « Règle Volcker » (telle que définie ci-après). Aucune autorité fédérale ou étatique des Etats-Unis n'a revu ou approuvé ce Prospectus ou tout autre document relatif au FCP. Selon le droit américain, toute affirmation contraire serait qualifiée d'infraction.

Conformément à la Réglementation S du U.S. Securities Act, les parts du FCP pourront être offertes à l'extérieur des Etats-Unis. Les parts du FCP pourront également être offertes à l'intérieur des Etats-Unis à titre individuel, sans offre faite au public, aux U.S. Persons qui sont des « *Accredited Investors* » au sens de la Règle 501(a) de la Réglementation D du U.S. Securities Act et des « *Qualified Purchasers* » au sens de la section 2(A)(51) du *United States Investment Company Act* de 1940 (tel que modifié) (le « *Investment Company Act* »), et ce conformément à l'exemption d'enregistrement relative aux placements privés en vertu de la Section 4(2) du U.S. Securities Act ou de la Réglementation D ci-après.

Le FCP ne sera pas soumis aux exigences d'enregistrement de l'Investment Company Act. En effet, la Section 3(c)(7) de l'Investment Company Act prévoit une exception pour les émetteurs dont les titres ne sont pas offerts au public et sont détenus exclusivement par des U.S. Persons qualifiées de *Qualified Purchasers* (cette qualification s'appliquant uniquement au U.S. Person qui détiennent ces titres).

CONFORMEMENT A L'EXEMPTION DE L'ARTICLE 4.13(a)(3) DE LA REGLEMENTATION DE LA *COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION* DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE (« *CFTC* »), LA SOCIETE DE GESTION DU FCP N'A PAS L'OBLIGATION DE S'ENREGISTRER AUPRES DE LA CFTC EN QUALITE DE *COMMODITY POOL OPERATOR* (« *CPO* ») DU FCP. LA SOCIETE DE GESTION DU FCP A DEPOSE UNE NOTIFICATION D'EXEMPTION EN VERTU DE LAQUELLE ELLE BENEFICIE D'UNE TELLE EXONERATION D'ENREGISTREMENT ET PAR LAQUELLE ELLE S'ENGAGE A SE CONFORMER AUX EXIGENCES LIEES A CETTE EXEMPTION, NOTAMMENT A RESPECTER LES LIMITES DE TRANSACTION DE CERTAINS INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME CONCLUS PAR LE FCP, ET A CE QUE CHAQUE INVESTISSEUR SOIT UN *ELIGIBLE PARTICIPANT*, TEL QUE PRECISE DANS LA REGLEMENTATION DE LA CFTC. CETTE REGLEMENTATION EXIGE EGALEMENT QUE LES PARTS DU FCP NE SOIENT PAS SOUMISES A L'ENREGISTREMENT PREVU PAR LE *U.S. SECURITIES ACT* DE 1933 ET QU'ELLES SOIENT OFFERTES ET/OU CEDEES SANS DEMARCHE AUPRES DU PUBLIC AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE. AINSI, CONTRAIREMENT A UN CPO ENREGISTRE AUPRES DE LA CFTC, LA SOCIETE DE GESTION DU FCP N'EST PAS TENUE, NI DE FOURNIR AUX INVESTISSEURS POTENTIELS UN DOCUMENT CONFORME AUX NORMES ETABLIES PAR LA CFTC, NI DE FOURNIR AUX INVESTISSEURS DU FCP DES RAPPORTS ANNUELS CERTIFIES SELON LES NORMES DE LA REGLEMENTATION DE LA CFTC APPLICABLES AUX CPO ENREGISTRES. LA SOCIETE DE GESTION DU FCP TRANSMETTRA CEPENDANT CE PROSPECTUS AUX INVESTISSEURS POTENTIELS. CE PROSPECTUS N'A PAS ETE REVU NI APPROUVE PAR LA CFTC.

Ni la Société de gestion du FCP, ni ses « Entités Affiliées » (telle que définies ci-après), ne garantissent, ne couvrent ou n'assurent, directement ou indirectement, les obligations ou la performance du FCP ou de tout autre fonds dans lequel le FCP a investi directement ou indirectement.

TOUTE PERTE SUBIE PAR LE FCP SERA SUPPORTEE PAR LES INVESTISSEURS DU FCP ET NON PAR LA SOCIETE DE GESTION DE CE FCP OU DE SES ENTITES AFFILIEES ; AINSI, LES PERTES DE LA SOCIETE DE GESTION DANS LE FCP SERONT LIMITEES, LE CAS ECHEANT, A CELLES ATTRIBUABLES A LA DETENTION DE PARTS DU FCP PAR LA SOCIETE DE GESTION ET SES ENTITES AFFILIEES EN QUALITE DE PROPRIETAIRES DE PARTS DU FCP, OU EN TANT QUE BENEFICIAIRE D'UN INTERET SUR CERTAINS PROFITS DU FCP.

IL EST RECOMMANDE AUX INVESTISSEURS DE LIRE CE PROSPECTUS AVANT TOUTE DECISION D'INVESTISSEMENT DANS LES PARTS DU FCP.

LES PARTS DU FCP NE SONT PAS GANRANTIES PAR LA « *FEDERAL DEPOSIT INSURANCE CORPORATION* » DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, ET NE CONSTITUENT NI DES DEPOTS, NI DES OBLIGATIONS, SUPPORTES OU GARANTIS, D'UNE QUELCONQUE MANIERE, PAR LA SOCIETE DE GESTION.

Investisseurs Eligibles

Nonobstant toute disposition contraire, les *U.S. Persons* qui souhaitent investir dans le FCP devront satisfaire à des critères supplémentaires d'éligibilité, tels que précisés dans la documentation complémentaire adressée aux *U.S. Persons*.

La Règle Volcker

Certaines dispositions législatives et réglementaires des Etats-Unis d'Amérique s'appliquent au Crédit Agricole, au FCP et à ses porteurs. Le 21 juillet 2010, Le président Obama a promulgué le *Dodd-Franck Act*. L'article 619 du *Dodd-Franck Act* et ses règlements d'application (communément appelés la « *Règle Volcker* ») restreignent la capacité d'une entité bancaire, telle que la plupart des entités au sein du Groupe Crédit Agricole, notamment, d'acquérir ou de conserver une part, ou toute autre forme de participation dans un *covered fund* ou de promouvoir (y compris en qualité de *commodity pool operator*) un *covered fund* (ce terme incluant certains fonds de gestion alternative et fonds de *private equity*).

La Société de gestion du FCP prévoit que le FCP soit considéré comme un *covered fund* au sens de la Règle Volcker. Si tel est le cas, la Règle Volcker aura également pour effet d'interdire certaines transactions entre le FCP et toute Entité Affiliée du Groupe Crédit Agricole.

Les derniers règlements d'application pour la mise en œuvre de la Règle Volcker ont été publiés le 10 décembre 2013. La Règle Volcker contient un certain nombre d'exemptions et d'exclusions. Elle offre notamment la possibilité à une entité bancaire telle que Amundi Asset Management S.A.S., de gérer des *covered funds*, ainsi que d'agir en qualité de *general partner*, *managing member*, *trustee* ou de CPO de ces fonds. La Règle Volcker leur permet également, et par quelque manière que ce soit, de choisir et de contrôler (ou d'avoir des employés, directeurs ou agents qui constituent) la majorité des directeurs, *trustees* ou *managers* du *covered fund*, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- (i) l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées) fournit des services de « *bona fide trust* », de fiducie, de conseil en investissement ou de conseil sur contrats de futures, sur matières premières ou d'échange. ;

- (ii) le *covered fund* est constitué uniquement dans le cadre de la fourniture du service de *bona fide trust*, de fiducie, de conseil en investissement et de conseil sur contrats de futures, sur matières premières ou d'échange, et ses parts sont exclusivement offertes aux personnes qui sont clientes de ces services, conformément à un programme d'investissement ou toute documentation similaire qui décrit comment l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées) a l'intention de fournir ces services à travers la constitution des *covered funds* ;
- (iii) l'entité bancaire n'acquière pas ou ne détient pas d'actifs dans des *covered funds*, excepté lorsqu'il s'agit d'investissements dits *de minimis*. Un investissement dans un *covered fund* sera considéré comme *de minimis* lorsqu'il ne dépasse pas trois pourcent du montant total ou de la valeur de l'ensemble des parts du *covered fund*. Le total des parts détenues par l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées) dans tous les *covered funds* ne doit également pas dépasser trois pourcent du total des fonds propres de catégorie 1 de l'entité bancaire ;
- (iv) (A) l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées) qui agit, directement ou indirectement, en qualité de gestionnaire, de conseiller en investissement, de conseiller sur contrats de futures, sur matières premières ou d'échange ou de *sponsor* du *covered fund*, ou qui offre les parts d'un *covered fund* ne peut réaliser une « *covered transaction* » au sens de la Section 23A du *Federal Reserve Act* avec le *covered fund* ou avec tout autre *covered fund* contrôlé par ce *covered fund*, comme si l'entité bancaire et ses Entités Affiliées étaient des « *member banks* » et que le *covered fund* était une Entité Affiliée à celle-ci, et (B) l'entité bancaire qui agit, directement ou indirectement, en qualité de gestionnaire, de conseiller en investissement, de conseiller sur contrats de futures, sur matières premières ou d'échange, de *sponsor* du *covered fund*, ou qui offre les parts d'un *covered fund* doit être en conformité avec la section 23B du *Federal Reserve Act*, comme si l'entité bancaire était un *member bank* et que le *covered fund* était une Entité Affiliée à celle-ci ;
- (v) l'entité bancaire et ses Entités Affiliées ne garantissent pas, n'assument pas ou ne couvrent pas, directement ou indirectement, les obligations ou la performance du *covered fund* ou de tout autre fonds dans lequel le *covered fund* investit ;
- (vi) l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées) ne partage pas le même nom ou la déclinaison du même nom avec le *covered fund*, et le *covered fund* n'utilise pas le mot « banque » (« *bank* ») dans son nom ;
- (vii) aucun directeur ou employé de l'entité bancaire (ou une de ses Entités Affiliées) n'acquière ou ne détient une participation dans le *covered fund*, excepté pour les directeurs et employés de l'entité bancaire (ou de ses Entités Affiliées) qui sont directement impliqués dans la fourniture de services de conseil en investissement ou des autres services du *covered fund* ; et
- (viii) l'entité bancaire (1) fournit par écrit aux futurs et actuels investisseurs du *covered fund* certaines informations de façon claire et visible, notamment (a) le fait que toute perte subie par le *covered fund* sera supportée par les investisseurs du *covered fund* et non par l'entité bancaire (ou ses Entités Affiliées). Ainsi, les pertes de l'entité bancaire dans le *covered fund* seront limitées à hauteur du montant de ses parts détenues, soit en qualité de propriétaires, soit en tant que bénéficiaire d'un profit restreint, dans le *covered fund*, (b) le fait qu'il est recommandé aux investisseurs de lire le prospectus du *covered fund* avant toute décision d'investissement dans le *covered fund*, (c) le fait que les parts du *covered fund* ne sont pas garanties par la *Federal Deposit Insurance Corporation* des Etats-Unis, et ne constituent ni des dépôts, ni des obligations, supportées ou garanties, d'une quelconque manière, par l'entité bancaire, et (d) le rôle d'une entité bancaire et de ses entités affiliées en tant que *sponsor* ou fournisseur de services du *covered fund* ; et (2) est en conformité avec toutes les règles additionnelles qui assurent que les pertes dans les *covered funds* sont supportées uniquement par les investisseurs du *covered fund*, et non par l'entité bancaire. De plus, aucune transaction, catégorie de transactions ou activité autorisée sous la Règle Volcker, n'est permise si la transaction ou l'activité implique ou aboutit à un conflit d'intérêt sérieux entre l'entité bancaire et ses clients ou ses contreparties.

La date d'entrée en vigueur de la Règle Volcker était le 21 juillet 2012. Toute entité bancaire, soumise à certaines exemptions, était tenue de mettre ses activités et ses investissements en conformité avec la Règle Volcker avant la fin de la période de mise en conformité, c'est-à-dire au plus tard le 21 juillet 2015. Le *US Federal Reserve Board* a décidé de prolonger jusqu'au 21 juillet 2017 la période de mise en conformité pour les organismes de placement collectifs créés avant le 1^{er} janvier 2014.

La Règle Volcker limite l'investissement ou le co-investissement dans le FCP de toute entité du Groupe Crédit Agricole, de certains de ses employés et de leurs véhicules d'investissement. L'interdiction édictée par la Règle Volcker de réaliser des *covered transactions*, telles que définies dans la section 23A du *Federal Reserve Act*, entre la Société de gestion du FCP (ou une de ses Entités Affiliées) et le FCP, ou tout autre fonds commun de placement contrôlé par le FCP, va restreindre les activités du FCP. En effet, eu égard aux clients du Groupe Crédit Agricole, à ses activités, ainsi qu'à ses relations avec le FCP, la Société de gestion sera tenue de renoncer à certaines opportunités ou stratégies d'investissement dans le but de se conformer à l'interdiction de la Règle Volcker sur les conflits d'intérêts. Un fonds qui n'est ni géré ni *sponsorisé* par la Société de gestion (ou par toute autre entité au sein du Groupe Crédit Agricole) n'est pas soumis à ce régime.

Conflits d'intérêts

Conformément à la Règle Volcker, (A) ni la Société de gestion du FCP, ni tout autre entité du Groupe Crédit Agricole n'est autorisée à réaliser avec le FCP une *covered transaction* au sens de la section 23A du *Federal Reserve Act*, comme si la Société de gestion du FCP (ou tout autre entité du Groupe Crédit Agricole) était une « *member bank* » et que le FCP était une entité affiliée à celle-ci ; (B) la Société de gestion du FCP doit être en conformité avec la section 23B du *Federal Reserve Act*, comme si la Société de gestion du FCP (ou tout autre entité du Groupe Crédit Agricole) était une « *member bank* » et que le FCP était une entité affiliée à celle-ci.

Par ailleurs, et conformément à la Règle Volcker, la Société de gestion du FCP est autorisée à gérer un fonds de gestion alternative ou un fonds de *private equity* uniquement si son activité n'implique pas ou n'aboutit pas à un conflit d'intérêt entre le Groupe Crédit Agricole et ses clients ou ses contreparties. Les opportunités d'investissements, les stratégies d'investissement et les actions du FCP pourront être limitées dans le but de se conformer à cette restriction.

Définitions

U.S. Person est définie comme (A) une *United States Person* telle que définie dans la Réglementation S du *Securities Act* de 1933 des Etats-Unis d'Amérique, et/ou (B) une personne n'entrant pas dans la catégorie de *Non-United States Person* telle que définie dans la Section 4.7(a)(1)(iv) des règles émises par la *Commodity Futures Trading Commission* des Etats-Unis d'Amérique, et/ou (C) toute *U.S. Person* telle que définie dans la Section 7701 (a)(30) du *Internal Revenue Code* de 1986 (code fiscal américain), tel que modifié.

Entité Affiliée est définie, au regard d'une entité donnée, comme toute autre société qui contrôle, ou contrôlée par, ou sous un contrôle commun avec, cette entité donnée, selon les termes du *United States Bank Holding Act* de 1956.

Dodd-Frank Act : *United States Dodd Franck Wall Street Reform and Consumer Protection Act.*

Groupe Crédit Agricole : Crédit Agricole S.A. et ses filiales, Entités Affiliées et/ou Associés.

Crédit Agricole S.A. or Crédit Agricole : Banque de nationalité française, Société Anonyme immatriculée en France au Registre du Commerce et des Sociétés, et dont le siège social est situé au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France.

Règle Volcker : Section 619 du *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (y compris, le cas échéant, ses règlements d'application).

REGLES D'INVESTISSEMENT

Le FCP respectera les règles d'investissement édictées par la Directive Européenne 2009/65/CE du 13 Juillet 2009.

Le FCP pourra notamment investir dans les actifs visés à l'article L214-20 du Code monétaire et financier dans le respect des ratios de division des risques et d'investissement prévus par les dispositions des articles R214-21 à R214-27 du Code monétaire et financier.

Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs.

Le calcul de l'exposition globale est réalisé selon l'approche par les engagements.

REGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

A. REGLES D'ÉVALUATION

Les actifs du FCP sont évalués conformément aux lois et règlements en vigueur, et plus particulièrement aux règles définies par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé sont évalués au cours de clôture constaté la veille du jour de calcul de la valeur liquidative. Lorsque ces instruments financiers sont négociés sur plusieurs marchés réglementés en même temps, le cours de clôture retenu est celui constaté sur le marché réglementé sur lequel ils sont principalement négociés.

Toutefois, les instruments financiers suivants, en l'absence de transactions significatives sur un marché réglementé, sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

les titres de créances négociables (« TCN ») dont la durée de vie résiduelle à l'acquisition est inférieure ou égale à 3 mois sont évalués en étalant de façon linéaire sur la durée de vie résiduelle la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement. La Société de gestion se réserve néanmoins la possibilité d'évaluer ces titres à la valeur actuelle en cas de sensibilité particulière aux risques de marché (taux, ...). Le taux retenu est celui des émissions de titres équivalents affecté de la marge de risque liée à l'émetteur ;

les TCN dont la durée de vie résiduelle à l'acquisition est supérieure à 3 mois mais dont la durée de vie résiduelle à la date d'arrêt de la valeur liquidative est égale ou inférieure à 3 mois sont évalués en étalant de façon linéaire sur la durée de vie résiduelle la différence entre la dernière valeur actuelle retenue et la valeur de remboursement. La Société de gestion se réserve néanmoins la possibilité d'évaluer ces titres à la valeur actuelle en cas de sensibilité particulière aux risques de marché (taux, ...). Le taux retenu est celui des émissions de titres équivalents affecté de la marge de risque liée à l'émetteur ;

les TCN dont la durée de vie résiduelle à la date d'arrêt de la valeur liquidative est supérieure à 3 mois sont évalués à la valeur actuelle. Le taux retenu est celui des émissions de titres équivalents affecté de la marge de risque liée à l'émetteur.

Les instruments financiers à terme fermes négociés sur des marchés organisés sont évalués au cours de compensation de la veille du jour de calcul de la valeur liquidative. Les instruments financiers à terme conditionnels négociés sur des marchés organisés sont évalués à leur valeur de marché constatée la veille du jour de calcul de la valeur liquidative. Les instruments financiers à terme fermes ou conditionnels de gré à gré sont évalués au prix donné par la contrepartie de l'instrument financier. La Société de gestion réalise de manière indépendante un contrôle de cette évaluation.

Les dépôts sont évalués à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus qui s'y rattachent.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres sont évaluées au prix du marché.

Les parts et actions d'organismes de placement collectif sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue au jour de calcul de la valeur liquidative du FCP.

Les parts et actions de fonds d'investissement de droit étranger sont évaluées à la dernière valeur d'actif net unitaire connue au jour de calcul de la valeur liquidative du FCP.

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé dont le cours n'a pas été constaté ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion.

Les cours de change retenus pour l'évaluation des instruments financiers libellés dans une devise différente de la devise de référence du FCP sont les cours de change diffusés par le fixing WM Reuters la veille du jour d'arrêt de la valeur liquidative du FCP.

B. METHODE DE COMPTABILISATION DES FRAIS DE NEGOCIATION

La méthode retenue est celle des frais inclus.

C. METHODE DE COMPTABILISATION DES REVENUS DES VALEURS A REVENU FIXE

La méthode retenue est celle du coupon encaissé.

D. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Capitalisation.

E. DEVISE DE COMPTABILITE

La comptabilité du FCP est effectuée en Euros.

TITRE 1**ACTIFS ET PARTS****ARTICLE 1 - PARTS DE COPROPRIETE**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP débute à compter de sa date d'agrément par l'Autorité des Marchés Financiers pour une durée de 99 ans sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Le FCP se réserve la possibilité de procéder à un regroupement ou division des parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision de la Société de gestion en millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le directoire de la Société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

ARTICLE 2 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 Euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieurs à ce montant, la Société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné ou à la dissolution du FCP.

ARTICLE 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les souscriptions et les rachats sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le Document d'Information Clé donné à l'Investisseur (DICI) et le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire uniquement.

Les rachats sont effectués en numéraire uniquement. Ils sont réglés par le teneur de comptes émetteur dans un délai maximum de trois jours suivant celui de l'évaluation de la part. Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par dans le Document d'Information Clé donné à l'Investisseur (DICI) et le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la Société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande ainsi que conformément aux dispositions indiquées dans le prospectus.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de le FCP ou de la Société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE 2

FONCTIONNEMENT DU FCP

ARTICLE 5 - LA SOCIETE DE GESTION

La gestion du FCP est assurée par la Société de gestion conformément à l'orientation définie pour le FCP.

La Société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FCP.

ARTICLE 5 BIS - REGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Le FCP peut investir dans des organismes de placement collectif en valeurs mobilières conformes à la Directive 2009/65/CE (Directive OPCVM) jusqu'à 100% en cumul de l'actif, net et/ou de fonds d'investissement de droit étranger non conformes à la directive européenne 2009/65/CE, répondant aux quatre critères édictés à l'article R 214-13 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 5 TER - ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE ET/OU UN SYSTEME MULTILATERAL DE NEGOCIATION

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le FCP devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

ARTICLE 6 - LE DEPOSITAIRE : SOCIETE GENERALE

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le FCP, dépouille les ordres de la Société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le FCP. Il assure tous encaissements et paiements. Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la Société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le directoire de la Société de gestion. Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des Marchés Financiers, ainsi qu'à celle de la Société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le directoire de la Société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION

À la clôture de chaque exercice, la Société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du FCP (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La Société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La Société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la Société de gestion..

TITRE 3

MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

ARTICLE 9 – MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Pour chaque catégorie de parts, le FCP pourra opter pour :

Capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées ;

Distribution pure : les sommes distribuables sont intégralement distribuées, aux arrondis près, avec possibilité de distribuer des acomptes.

Capitalisation et/ou Distribution : la société de gestion décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables, la société de gestion peut décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des sommes distribuables comptabilisées à la date de décision.

Les modalités précises d'affectation des sommes distribuables sont définies dans le prospectus.

TITRE 4

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs autres fonds communs de placement dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en aient été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

- Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'Article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du FCP.

- La société de gestion peut dissoudre par anticipation le FCP ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

- La société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

- La société de gestion peut également dissoudre le FCP si à quatre Date de Valeur Liquidatives consécutives, l'actif net du FCP demeure inférieur à 15 000 000.00 EUR (quinze millions d'euros).

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation du FCP peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 12 - LIQUIDATION

En cas de dissolution, le dépositaire, ou la société de gestion, est chargé des opérations de liquidation. à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations.

TITRE 5

CONTESTATION

ARTICLE 13 - COMPETENCE - ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations relatives au FCP qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.